



n°9, novembre 2008

Jean-François Bayart

Chercheur au CNRS (SciencesPo/CERI)

Droit dans le mur !

Bush et Olmert sont sur le départ. Au Proche-Orient nul ne les regrettera ! Main dans la main, ils ont conduit la région dans un cul-de-sac, que ferme la « Barrière de sécurité ». Jabotinsky, l'idéologue des sionistes révisionnistes, avait publié en 1923 un article intitulé « le Mur de fer », à l'abri duquel devait se poursuivre la colonisation juive. Son manifeste devint la référence de la droite israélienne, y compris de Tzipi Livni, la nouvelle dirigeante de *Kadima*. Sur cette toile de fond, la « Barrière » édiflée en Cisjordanie ne sépare pas Israéliens et Palestiniens, selon une partition binationale. Elle assure l'inféodation à l'Etat hébreu de ces derniers en contrôlant leurs mouvements grâce à l'occupation des points stratégiques au sein même des zones des Territoires dont les accords d'Oslo II reconnaissaient l'autonomie. Elle maille leur espace de miradors, de check points, de routes, de tunnels ou de ponts qu'ils ne peuvent emprunter, et bien sûr de colonies juives. Son dispositif s'apparente moins à un mur qu'à un polder qui assèche inexorablement les poches palestiniennes qu'il enserre. Il les occulte également : les cartes routières n'en restituent pas le tracé, comme pour anticiper l'effacement des territoires palestiniens, ou simplement parce qu'il faudrait une carte à trois dimensions pour rendre compte de la superposition des espaces.

Le Mur ne met pas fin aux échanges entre les Territoires et Israël. Il les hiérarchise en engendrant une économie contrebandière dont les acteurs sont Palestiniens, Bédouins et Juifs, et dans laquelle les services de sécurité israéliens sont impliqués. Des villes cisjordaniennes,

comme Yatta ou Dhahriyya, en tirent une certaine prospérité. Le Negev est devenu une plaque tournante de trafics internationaux de main d'œuvre, de carburant, de bétail, de vêtements, de mobilier. Instrument de coercition, le Mur est aussi un mode d'articulation asymétrique des économies israélienne et palestinienne et de leur insertion dans le marché mondial. Son érection a d'ailleurs été concomitante de la politique néolibérale de la droite israélienne depuis 1996. Et certains de ses check points sont confiés à des compagnies privées de sécurité. Le Mur participe de ce que le sociologue Ben Eliezer nomme la « militarisation » d'Israël. Il transforme le pays en une sorte de *gated community*, selon le modèle de l'urbanisme sécuritaire et ségrégatif de l'âge néolibéral. La délégation sud-africaine qui a visité les Territoires occupés en juillet n'a pas voulu parler d'apartheid, mais de « méthodes déshumanisantes ». Des Palestiniens en tirent la conclusion logique que la création de leur Etat n'est plus à l'ordre du jour. Ils prônent une lutte en faveur de l'égalité des droits civiques au sein d'Israël. En invoquant justement le précédent sud-africain et en faisant valoir que la démographie est à leur avantage. C'est l'histoire du sioniste arrosé.